

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** A mon avis, il serait difficile d'exagérer l'importance de l'aspect psychologique de l'inflation, du complexe de l'inflation. Voilà pourquoi, bien entendu, mes collègues et moi-même continuons à proposer, à préconiser, aujourd'hui plus que jamais, l'adoption d'un programme temporaire de contrôle général des prix et des revenus, pour donner aux Canadiens une période de répit que nous pourrions tous employer à extirper la plupart des éléments inflationnistes de notre économie. Nous devrions sûrement le faire en tenant compte de nos relations commerciales avec le reste du monde au lieu de nous tordre les mains d'impuissance et de dire: «C'est la situation mondiale, vous savez. Nous n'y pouvons rien». Il n'y a pas de solution facile, simpliste, au problème de l'inflation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** J'ai redit maintes et maintes fois que ce contrôle que nous proposons n'est pas une panacée, mais une mesure, oui, une mesure nécessaire parmi d'autres à l'heure actuelle. En tant que Canadiens, nous avons sûrement assez de volonté et d'intelligence pour combattre l'inflation qui règne chez nous. Je crois que nous le pouvons et je sais que nous le voudrions si nous avions comme pivot de nos affaires nationales un gouvernement doté d'assez d'imagination et de caractère pour risquer le confort de sa propre situation dans un effort honnête pour freiner l'inflation.

Le premier ministre s'en prend à l'opposition officielle de ce que le gouvernement n'a rien su faire au cours de la dernière session. Il a commencé par dire que si le bill C-125 n'a pas été adopté, c'est la faute du parti conservateur progressiste qui l'a en quelque sorte torpillé. Hier, il a donné à entendre que si ce bill n'a pas abouti, c'est parce que nous n'arrivions pas à nous mettre d'accord. Je suis certain que si le premier ministre avait pensé que nous n'aurions pas été tous d'accord, il ne l'aurait tout simplement pas présenté.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Peu après la première lecture du bill, mes amis du Nouveau parti démocratique firent savoir que, pour d'excellentes raisons, ils n'appuyaient pas le bill et voteraient contre. Le bill fut abandonné peu après. Personne ne s'est enquis auprès de moi ni auprès du leader de mon parti à la Chambre de notre attitude à l'égard de ce bill. Le gouvernement s'est contenté de le mettre aux oubliettes; plus tard au cours de la session, le ministre a déclaré que, de toute façon, le bill n'avait jamais eu de raison d'être. Quant au bill, je suis d'accord avec le ministre: il s'agissait surtout d'une plastie. Ce que nous voulons, c'est que le programme d'assurance-chômage fasse l'objet d'une enquête complète et impartiale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Je ne parle pas de chasse aux sorcières et certainement pas d'un certain genre d'examen interne. Je voudrais que l'on entreprenne une enquête pour étudier réellement les fondements du programme pour donner des réponses à un certain nombre de questions fondamentales au sujet de son administration. Les craintes exprimées au sujet des abus sont-elles justifiées? Les plaintes d'un

*L'Adresse—M. Stanfield*

grand nombre de chômeurs au sujet de longs délais avant de toucher leurs prestations sont-elles justifiées? Existe-t-il une coordination satisfaisante entre l'administration de l'assurance-chômage et le ministère de la Main-d'œuvre? Certains aspects du programme actuel d'assurance-chômage encouragent-ils la paresse? En posant cette question, je ne souscris pas à la déclaration faite ici aujourd'hui par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras). Si c'est le cas, ce ne sont pas les seuls facteurs. Ce n'est pas ce dont il s'agit.

Existe-t-il certains aspects du programme qui n'incitent pas les chômeurs à chercher du travail? Dans ce cas, quels sont-ils et comment y remédier? Ce sont certainement des questions, légitimes et importantes que l'on doit poser au sujet du nouveau programme dont le coût au cours des deux premières années d'exécution, a atteint un montant qui équivaut à la perception d'une cotisation annuelle de \$100 par personne, que verserait chaque homme, femme et enfant au Canada, au lieu des \$20 prévus par le gouvernement au moment de la présentation de cette mesure à la Chambre.

Il y a une minute j'ai parlé de produits de beauté, ce qui me fait toujours penser au cabotinage. Nous avons vu des manifestations impressionnantes de cabotinage par le gouvernement dans la poursuite de sa politique énergétique. L'étonnant orchestre qui participait à ce spectacle se trouvait au premier plan sur la scène, les membres se sentant mal à l'aise dans la fosse. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) allait du violon au tambour, puis à la trompette en arrangeant et réarrangeant sa propre orchestration. Tandis que le ministre se démenait ainsi comme un virtuose, le premier ministre changeait continuellement les partitions sur les pupitres.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Le ministre des Finances est apparu de temps à autre, jouant habituellement de petits instruments à percussion, notamment du triangle. Le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer) est celui qui a réellement le plus brillé. Sa rentrée en scène a été marquée par son intention expresse d'obtenir du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta à un rythme encore plus rapide que celui auquel nombre de ses anciens pensionnaires avaient l'habitude de déguerpir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Le ministre a chanté les louanges de sa propre version d'un CANDU, l'Hermann Kahn-do.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Répétez cela.

**M. Stanfield:** Je pense tout simplement que mes amis d'en face n'ont pas l'esprit très vif. Je m'excuse de ma trop grande vivacité.

**Des voix:** Bravo!

● (1540)

**M. Stanfield:** De toute manière, à la première intermission de ce spectacle désorganisé, on annonce à l'auditoire que ceux qui n'apprécient pas le concert sont probablement hostiles au fédéralisme.

**Des voix:** Oh, oh!